MADAGASCAR

Le chef de l'opposition demande l'arrestation du président

Le chef de l'opposition malgache, Andry Rajoelina, a demandé hier aux forces de l'ordre d'arrêter «sans retard» le président Marc Ravalomanana qui, retranché dans son palais, a perdu le soutien d'éléments de la garde présidentielle ayant fait défection.

L'Union africaine (UA) tenait, elle, hier à son siège d'Addis Abeba une réunion d'urgence de son Conseil de paix et sécurité sur la crise malgache.

«La position de l'UA a déjà été annoncée à plusieurs reprises : il s'agit de rejeter toute forme de changement anticonstitutionnel de pouvoir», a indiqué à l'AFP un responsable du Département paix et sécurité de l'UA, à l'ouverture des débats qui se tiennent à huis clos.

«Je demande aux forces de l'ordre d'exécuter sans retard les mesures de la ministre» de la Justice du gouvernement de transition nommé par l'opposition, a déclaré M. Rajoelina, encadré de militaires devant plusieurs milliers de partisans rassemblés place du 13-Mai, au centre de la capitale. S'exprimant juste avant Andry Rajoelina, sa «ministre de la Justice», Christine Razanamahasoa, avait déclaré qu'un mandat d'arrêt pour «haute trahison» était lancé contre M. Ravalomanana.

«Les procureurs du territoire et les forces de l'ordre sont destinataires du mandat d'arrêt», avait-elle affirmé. Interrogé par l'AFP, le commandant de la gendarmerie, le général Gilbain Pily, a déclaré n'avoir «pas encore été informé» d'un mandat d'arrêt, sans donner plus de détails. De son côté, le chef d'état-major de l'armée, le colonel André Andriarijaona, a estimé que l'exécution de ce mandat d'arrêt «était du ressort de la gendarmerie et de la police» et non de l'armée. Plus tôt hier, l'opposant avait déclaré à la presse refuser un référendum pour régler la crise, comme proposé par le chef de l'Etat.

«Il n'y aura pas de référendum et nous allons mettre en place le gouvernement de transition», a-t-il réaffirmé, ajoutant : «C'est le peuple qui donne le pouvoir et c'est le peuple qui le reprend. Le président Ravalomanana n'est plus capable de présider le pays.» S'adressant dimanche à 5 000 de ses partisans, M. Ravalomanana avait affirmé qu'il était prêt à organiser «un référendum si c'est nécessaire» pour régler la crise. M. Rajoelina veut contraindre le chef de l'Etat à la démission et lui a adressé samedi un ultimatum pour quitter le pouvoir. Ce dernier — retranché dans son palais situé à une douzaine de kilomètres du centre-ville — refuse cette éventualité. Alors que les forces de sécurité (armée, gendarmerie, police) soutiennent de facto l'oppposition et que des militaires protègent Andry «TGV» depuis samedi, des soldats de la garde présidentielle ont fait défection, a déclaré hier le chef d'état-major de la gendarmerie, le général Gilbain Pily.

«Des membres de la garde ont réintégré de leur plein gré leurs unités de formation dans la gendarmerie, la police ou l'armée», a déclaré le commandant de la gendarmerie, ajoutant : «Une vingtaine d'éléments d'escorte de la garde ont rejoint la gendarmerie.»

Les effectifs de la garde présidentielle sont estimés à environ 500 hommes. Dans un communiqué dimanche soir, la présidence avait affirmé que «toute la garde présidentielle est présente et bien renforcée à Lavoloha et au palais présidentiel».

Plus d'une centaine de personnes sont mortes dans des violences à Madagascar depuis le début de la crise le 26 janvier.

SOUDAN

Khartoum ne veut plus d'ONG internationales au Darfour d'ici un an

Le Soudan remplacera d'ici un an toutes les ONG internationales actives au Darfour, théâtre de la plus importante mission d'aide au monde, par des organisations locales, a déclaré hier le président Omar el-Béchir, franchissant ainsi un nouveau pas dans son défi à l'Occident.

«J'ai dit aux responsables des Affaires humanitaires que dans un an nous ne voulons plus voir aucune organisation d'aide étrangère travailler sur le terrain avec nos citoyens et que les organisations soudanaises devraient remplir ce rôle», a déclaré le président soudanais.

M. Béchir a dit souhaiter une «soudanisation» du travail humanitaire, notamment au Darfour. «Si les organisations étrangères veulent acheminer de l'aide, elles devront la livrer à l'aéroport», a-t-il ajouté, sans préciser son projet ni indiquer s'il l'appliquait aussi au Sud-Soudan.

«Il s'agit d'un processus en cours», a ensuite déclaré le ministre d'Etat aux Affaires humanitaires Ahmed Haroun, affirmant ne pas être en mesure de répondre aux «questions techniques» sur les propos du président. Omar el-Béchir a fait ces déclarations à Khartoum devant des milliers de militaires venus renouveler leur «allégeance jusqu'à la mort» au président du Soudan, pays dont les relations sont très tendues avec l'Occident.

La Cour pénale internationale (CPI) a émis le 4 mars un mandat d'arrêt contre le dirigeant soudanais pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour, région occidentale en proie à un conflit complexe à l'origine de 300 000 morts selon l'ONU, seulement 10 000 selon Khartoum.

Le Soudan a aussitôt réagi en expulsant 13 des plus importantes ONG internationales actives au Darfour dont la britannique Oxfam, l'américaine Care et les sections française et néerlandaise de Médecins sans Frontières (MSF).

Les ONG au Darfour distribuent des denrées alimentaires, fournissent des soins et encadrent l'accès à l'eau potable pour 2,7 millions de déplacés et des dizaines de milliers d'autres personnes affectées par les combats.

L'ONU estime déjà que plus d'un million sont pénalisées par l'expulsion des ONG, un chiffre qui grimpera si les quelque 70 ONG internationales encore actives au Darfour doivent plier bagages. Le Soudan a assuré la semaine dernière «combler le vide» laissé par le départ des organisations internationales, en coopérant avec l'ONU et la Croix-Rouge internationale et en mobilisant des organisations locales.

Mais le responsable des affaires humanitaires de l'ONU, John Holmes, a averti que «les agences de l'ONU, les ONG et le gouvernement (soudanais) n'ont pas pas la capacité de remplacer toutes les activités».

Khartoum a publié une liste de 19 ONG soudanaises pour remplacer les organisations expulsées et le ministère de la Santé a assuré qu'il enverrait 100 médecins au Darfour et des médicaments.

«Les ONG expulsées (du Darfour) étaient des distributeurs d'aide, mais les donateurs sont toujours présents, le PAM, l'Organisation mondiale de la santé, l'Unicef et d'autres... Personne ne leur a demandé de partir», a déclaré à l'AFP Mandour al-Mahidi, secrétaire général du bureau politique du Parti du congrès national (NCP), la formation du président Béchir.

«C'est du chantage», a rétorqué un diplomate occidental sous couvert de l'anonymat, précisant que plusieurs pays finançant les agences de l'ONU avaient des doutes sérieux sur le plan de Khartoum de distribution d'aide humanitaire.

L'ONU a lancé un appel de fonds de 2,2 milliards de dollars pour le Soudan en 2009, en grande partie destinés au Darfour.

DROITS DE L'HOMME

Un rapport secret du CICR fait état de tortures dans les prisons de la CIA

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a rédigé en 2007 un rapport confidentiel dans lequel il conclut que le traitement infligé aux personnes soupçonnées de terrorisme dans les prisons secrètes de la CIA «constitue une torture», rapportait le *Washington Post* hier.

Le journal cite le rapport du CICR selon lequel le traitement subi par les personnes détenues dans des prisons secrètes de la CIA (Agence centrale du renseignement américaine) est «cruel, inhumain et dégradant» et interdit par les conventions de Genève.

Le rapport se base sur les conclusions de responsables du CICR qui ont pu rencontrer des détenus de la CIA après qu'ils ont été transférés en 2006 dans le camp de prisonniers de Guantanamo, sur l'île de Cuba.

Les 14 détenus interrogés par le CICR ont indiqué avoir subi des mauvais traitements, tels que des coups, une privation de sommeil, des températures extrêmes et, dans certains cas, des simulations de noyade, rapporte le *Washington Post*. Le quotidien indique qu'au moins cinq copies du rapport ont été établies et diffusées auprès de hauts responsables de la CIA et de la Maison Blanche en 2007, mais interdits de diffusion auprès du public par le CICR censé garder sa neutralité dans les conflits. Des extraits ont été diffusés dimanche dans la publication *New York Review of Books* datée du 9 avril après qu'un journaliste a réussi à se procurer le document. Le rapport indique que les personnes détenues dans les prisons secrètes de la CIA ont été régulièrement frappées, arrosées à l'eau froide et projetées la tête la première contre des murs, selon le *Post*. Entre chaque interrogatoire, ils étaient dépouillés de leurs habits, soumis à de la musique à un haut volume, privés de sommeil et de nourriture consistante pendant plusieurs jours, précise le journal.

Certains détenus ont indiqué avoir été contraints de rester debout pendant plusieurs jours, les mains attachées dans le dos et portant uniquement une couche, selon le rapport du CICR.

IRLANDE DU NORD

Deux nouvelles arrestations après le meurtre d'un policier en Ulster

La police nord-irlandaise a annoncé hier avoir procédé à deux nouvelles arrestations dans l'enquête sur le meurtre d'un policier, portant à onze le nombre de suspects interrogés après la mort de trois membres des forces de sécurité en 48 heures.

Deux hommes de 31 et 27 ans ont été arrêtés à Craigavon, près de Belfast, dans l'enquête sur le meurtre par balle le 9 mars de Stephen Carroll, un policier catholique de 48 ans, a indiqué la police.

Ce meurtre, survenu dans un bastion républicain, a été revendiqué par l'IRA-Continuité, un groupuscule dissident de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) opposé au processus de paix.

Cinq suspects sont déjà en cours d'interrogatoire dans cette attaque et quatre autres pour le meurtre deux jours plus tôt de deux soldats britanniques dans leur caserne proche de Belfast. Ce double assassinat avait été revendiqué par un autre groupuscule républicain dissident, l'IRA-Véritable, opposé au processus de paix.

Selon des sources proches du dossier, un des suspects interrogé dans l'affaire du meurtre des deux soldats est Colin Duffy, 41 ans, une des figures de l'IRA qui a pris ses distances avec le Sinn Féin, principal parti catholique, critiquant sa décision de collaborer avec la police nord-irlandaise.

Ces attentats sont les premiers à viser des membres des forces de sécurité depuis plus de dix ans, suscitant des inquiétudes sur un regain des violences dans la province où les ennemis d'hier, républicains catholiques et unionistes protestants, gouvernent ensemble.

YÉMEN

L'attaque de dimanche était un attentat suicide d'Al-Qaïda

L'attaque qui a coûté la vie à quatre touristes sud-coréens et à leur guide yéménite dimanche dans l'est du Yémen était un attentat suicide mené par un membre d'Al-Qaïda qui portait une ceinture d'explosifs, a affirmé hier l'agence officielle Saba.

L'agence, qui rendait compte d'une visite sur le lieu de l'attentat du vice-président Abed Rabbo Mansour Hadi, a indiqué que l'attaque avait été menée par «une personne qui a été induite en erreur par Al-Qaïda et qui portait une ceinture d'explosifs».

Selon Saba, l'auteur de l'attentat, dont l'identité sera annoncée ultérieurement, avait 18 ans.

Selon l'agence, le vice-président yéménite a appelé à «éradiquer, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, les éléments douteux qui ont vendu sans réfléchir leur âme au diable». Le responsable yéménite a pris connaissance durant cette visite des circonstances de l'attaque et des mesures prises pour arrêter ses auteurs.

Il avait présidé auparavant une réunion des services de sécurité de la région qui a été consacrée, selon Saba, à la coordination des efforts en vue de retrouver les complices du kamikaze.